

# Réccurrence des Coups d'États en Afrique : Que faut-il en penser ?

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 14 DECEMBRE 2021

# 995

# Malikilé

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Vie politique**

## De l'impunité à la justice au cœur du débat politique



**La presse en deuil : Adieu, Président Makan Koné !**



**ANPE : 80% de réalisation des activités  
au 30 novembre 2021**



MINISTÈRE DES MINES,  
DE L'ÉNERGIE ET DE L'EAU



# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Menankoto SARL, une filiale malienne du groupe B2Gold qui détient la mine de Fekola, a sollicité mais ne s'est pas vu attribuer en novembre 2020 la prorogation du permis de recherche qu'elle détenait sur le périmètre Menankoto-Sud et s'est vu refuser en mars 2021 sa demande d'un nouveau permis de recherche pour l'or et les substances minérales du groupe 2 sur ce même périmètre.

Le permis Menankoto dont la prorogation avait été demandée par Menankoto SARL a été octroyé par l'Etat du Mali à la société Little Big Mining SARL, une société de droit malien. Le groupe B2Gold, à travers sa filiale Menankoto SARL a saisi les juridictions nationales maliennes et a initié une procédure d'arbitrage devant le Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI).

Par courrier du 22 octobre 2021, le Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau, a informé B2Gold Corp. que la société Little Big Mining SARL a renoncé à sa demande de permis de recherche couvrant le périmètre de Menankoto Sud au motif que « après une évaluation plus approfondie de la situation et du contexte actuel, nous considérons qu'il n'est plus pertinent pour notre société de poursuivre ce projet » et que le périmètre Menankoto-Sud demeure libre de tout permis minier ou droit de propriété. Le groupe B2Gold a réitéré son intérêt pour le périmètre concerné.

Les services techniques du Ministère en charge des mines au Mali ont estimé que l'Etat du Mali était en mesure d'attribuer le permis sollicité à une société du groupe B2Gold, dans le strict respect des règles et procédures en la matière.

A la suite de cette évolution :

- L'Etat du Mali s'engage à octroyer, conformément aux textes en vigueur, un nouveau permis de recherche pour l'or et les substances minérales du groupe 2 sur le même périmètre de Menankoto Sud à une filiale malienne du groupe B2Gold ;
- La société Menankoto SARL s'engage à se désister des procédures qu'elle avait engagées aussi bien devant les juridictions nationales maliennes que devant le Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI).

L'Etat du Mali et le groupe B2Gold se réjouissent de cette issue et du processus qui a permis d'aboutir à cet accord et qui a été mené de manière équitable, transparente et dans le strict respect des lois et règlements applicables, y compris ceux relatifs à la bonne gouvernance et au respect des lois contre la corruption.

Le groupe B2Gold Corp. et l'Etat du Mali continuent à entretenir des relations de confiance au profit de toutes les parties que ce soit en ce qui concerne la mine de Fekola dans laquelle l'Etat du Mali et B2Gold entretiennent un partenariat ou dans d'autres projets miniers que le groupe B2Gold cherche à développer dans la région de Kayes. Les communautés locales continueront également à bénéficier des activités du groupe B2Gold au Mali, notamment par le développement et le renforcement du contenu local.

Bamako, le 9 décembre 2021

Soussourou Dembélé  
Secrétaire Général  
Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau

William Lytle  
Senior Vice-président B2Gold Corp





# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**13** Déc. 2021

### RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**943**

Nouveaux cas confirmés

**36**

Nouveaux guéris

**25**

Nouveaux décès

**01**

Au cours des dernières 24 H

**83** malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont  
**18** cas graves en soins intensifs  
**766** suivis à domicile

### Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

**18 627**

Guéris

**15 523**

Décès

**630**

dont 1 143 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

# HOMMAGE à Makan Koné



Un monument de la presse malienne s'es est allé. A jamais !  
En ce 13 décembre 2021, Makan Koné, ancien président de la Maison de la Presse, Directeur de publication du journal  
« La nouvelle Libération » et Directeur Général de la radio « Rempart » s'est éteint des suites d'une courte maladie.

La Direction et l'ensemble du personnel de Malikil présentent leurs condoléances attristées  
à sa famille et à toute la presse malienne.

Repose en paix Grand frère. Que la terre te soit légère !



P.13



P.18



P.26



## / Une /

Vie politique : De l'impunité à la justice au cœur du débat politique

P.6

## / Brèves /

Communiqué de la Maison de la Presse suite à la disparition de notre confrère, ancien Président de la Maison de la Presse du Mali Makan Koné, DIR-PUB du journal Nouvelle Libération et promoteur de la radio Rempart

P.13

Kidal, Ménaka : La tenue des assises de la refondation « empêchée » par des groupes armés

P.13

Mali : Le Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad dénonce « l'assassinat » d'un de ses officiers par Barkhane

P.13

Contre les sanctions de la CEDEAO : Mobilisation générale à Bamako

P.14

Réduction du tarif de retrait via orange money : Les distributeurs appellent au respect du prix fixé

P.14

Mouvement Démocratique et Populaire : Oumar Mariko est un détenu politique

P.15

## / Actualité /

SPÉCIAL HOMMAGE

La presse en deuil : Adieu, Président Makan Koné !

P.18

Hygiène bucco-dentaire : Signal sensibilise

P.19

ANPE : 80% de réalisation des activités au 30 novembre 2021

P.20

Assises Nationales de la refondation : FARE An Ka Wuli participe malgré des divergences

P.21

Le rejet de la France au Sahel : Mille et une raisons ?

P.22

Récurrence des Coups d'États en Afrique : Que faut-il en penser ?

P.25

## / Politique /

Issa Kaou N'Djim au siège du CDR : Non à l'instauration de la pensée unique26  
2021 : L'état de la nation

P.27

P.28

## / Culture & société /

Institut National des Arts : Le ministre Andogoly GUIDON visite l'établissement pour s'enquérir des difficultés des élèves

P.30

## / International /

Koffi Olomidé, star congolaise : Condamné à 18 mois avec sursis et une grosse amende

P.31

Sécurité, politique, justice : Tshisekedi fait le bilan dans son discours sur l'état de la nation

P.32

## / Sport /

Moses Simon : Le Super Eagle nigérian devenu chouchou des Canaris nantais

P.33

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** .....





## Vie politique

## De l'impunité à la justice

### au cœur du débat politique

**L**'n'y a pas si longtemps, les maliens, toutes catégories confondues dénonçaient l'impunité dont jouissait la classe dirigeante et en appelaient au règne de la justice pour tous et envers tout. En un mot ils voulaient la fin de l'impunité.

Leur message, semble-t-il, a été entendu et les intouchables d'hier, en raison de leur qualité ou protection politique, sociale ou financière sont aujourd'hui inquiétés, interpellés et au besoin embastillés pour des actes répréhensibles posés et ce, malgré des cris d'orfraies de leurs alliés, partisans ou complices. Ainsi Soumeylou Boubeye Maiga, ancien Premier Ministre longtemps entouré du mythe de

l'impunité dort en prison depuis plusieurs semaines déjà dans le cadre de détournements de deniers publics liés aussi bien à l'achat de l'avion présidentiel que des équipements et matériels militaires. Il n'est pas le seul concerné dans cette affaire : l'ancienne ministre des Finances de IBK, Bouaré Fily Sissoko a pris ses quartiers à la prison pour femmes de Bollé.

Issa Kaou N'Djim, le ci-devant 4ème Vice-président du Conseil National de Transition a été quelques jours durant le compagnon d'infortune de SBM à la prison centrale de Bamako. Condamné à 6 mois de prison avec sursis et à 500.000 FCFA d'amende, il a désormais dans

son viseur son ex « imperturbable patriote Assimi Goita » qu'il n'hésite plus à traiter à demi-mot de dictateur. Dans le mépris et l'indifférence générale.

Housseini Amion Guindo est pour ainsi dire « allé acheter ses déboires judiciaires au marché ». Il a en effet monté une véritable cabale, sur fond de tentative d'enlèvement complètement bidon, dont il aurait été la victime. Enquête faite, il se fait tout petit et indexe son compère Tieman Hubert Coulibaly de l'avoir induit en erreur. Sans mea culpa public. Serait-il étonnant qu'il ait des comptes à rendre à la justice même s'il ne manquera pas de crier au règlement de compte politique alors que tout est





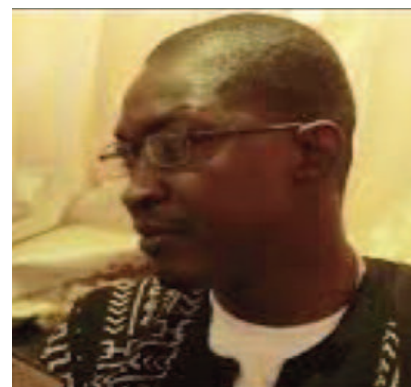
clair et net dans son dossier. Moussa Mara, interpellé, dans une vulgaire affaire de « faux » a été inculpé et placé sous contrôle judiciaire. Son cas l'oppose à une personne privée et depuis il garde un profil bas. Lui, Tieman Hubert et Housseini A. Guindo dit Poulo, qui se faisaient les chantres d'un tournant générationnel ne semblent pas avoir pris une grande hauteur morale par rapport à leurs aînés qu'ils voulaient envoyer au rencart. Oumar Mariko lui aussi est en détention préventive pour injures graves. Son parti politique, conscient de la gravité de la faute commise s'est résolu à demander pardon au peuple malien. Mais pas à la personne injuriée en l'occurrence le Premier Ministre Choguel Kokalla Maiga. Ses soutiens évoquent son rôle dans l'avènement de la démocratie au Mali pour lui



assurer une impunité. Mais pour autant, peut-on se draper dans ce manteau pour injurier grossièrement, même un citoyen lambda, à plus forte raison une haute autorité ? La judiciarisation de la vie politique au Mali n'a rien à voir aujourd'hui avec des poursuites déclenchées par un Etat contre des opposants. N'a-t-on vu le duo CODEM du même Poulo et PARENA de Tiébilé Dramé porter plainte contre Adama Diarra dit Ben le cerveau plutôt proche du pouvoir. Celui-ci avait imprudemment accusé des élus de ces deux formations politiques d'être à l'origine de l'aggravation de la situation socio-sécuritaire à Bandiagara. Avant de se dédire et de présenter des excuses publiques à ceux qu'ils accusaient la veille. Les excuses ont-elles été, seront-elles acceptées ? Si non que ferait Dame Justice ?

Enfin, l'ancien Premier ministre Modibo Sidibé n'a pas hésité, par l'intermédiaire du Cabinet d'Avocats Yattara et Sangaré de porter plainte contre le site internet « Mali Kanu » en ces termes « **En l'espèce, il a été publié sur le site internet de « Mali Kanu » des allégations faisant état de faits précis d'une gravité inouïe qualifiés de corruption et de trahison à la nation malienne imputables à diverses personnalités politiques de la République dont le plaignant Modibo Sidibé, Président du parti FARE AN KA WULI ;**

**En effet, une déclaration vocale étayée par des images parmi lesquelles, la photo du plaignant a été diffusée en boucle à l'endroit du grand public à partir du 22 novembre 2021, faisant état d'une visite nocturnes de « politiciens maliens » chez l'ambassadeur de France à Bamako dans la nuit du 21 novembre 2021 ou ils ont reçu de ce dernier, de fortes sommes d'argent en vue de déstabiliser les institutions de la République. A travers cet**



**élément, les autorités de la transition ont été alertées au sujet de l'organisation de tous les attroupements y compris les matches de football du 22 Novembre au 07 Décembre 2021 ; »**

Et son parti de préciser que « **La nuit en question, le Président des FARE n'est pas sorti de chez lui où il a reçu plusieurs visiteurs. Ces affirmations grotesques, mensongères et irresponsables ne visent qu'un objectif : tenter de salir et de discréditer un homme qui a toujours placé le Mali au cœur de son engagement professionnel et politique, comme l'atteste toute sa carrière au service de l'Etat et des populations maliennes ».**

On le voit donc, la judiciarisation de la vie politique au Mali ne saurait être objectivement considéré comme une chasse aux opposants. Mais comme un versant de la fin de l'impunité unanimement réclamée. Et qui ne semble épargner aucun camp.

■ Moctar Sow

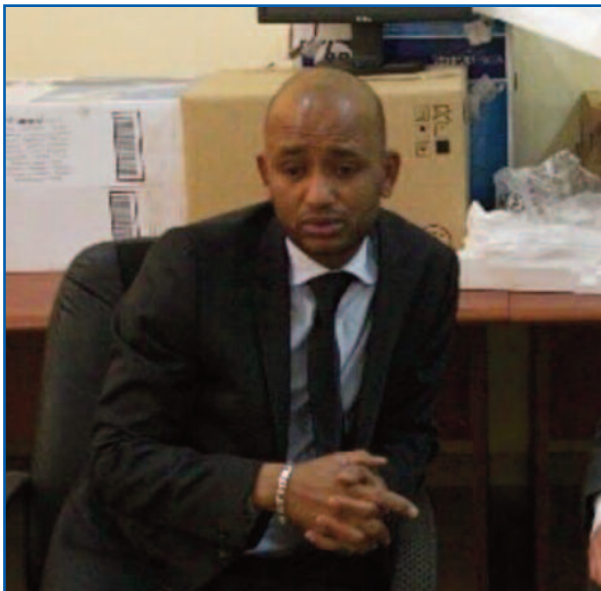




## ■ Kassim Traoré



La Presse malienne en deuil, Maman Koné, ancien président de la Maison de la presse, directeur de publication du journal La Nouvelle Libération vient de nous quitter, dès suite d'une courte maladie.



## ■ CNEWS



Exposée dimanche 12 décembre à Horana, au Sri Lanka, cette énorme pierre précieuse de 310 kg est présentée par le pays comme le plus gros saphir au monde



## ■ Empower Mali



**DON DE MANUELS SCOLAIRES À GRÂCE À LA DAVID KELBY JOHNSON MEMORIAL FOUNDATION**

Nous avons procédé la remise d'un important lot de manuels scolaires à l'École primaire Building Youth Around the World de #Karagouan construite par notre Fondation Empower Mali. Le don était composé de séries de manuels pour chaque classe de 1ere jusqu'à le 6ème.

Au Mali, l'accès à des manuels scolaires fournis par l'état contribue à alléger les familles du fardeau financier & augmente les chances pour les filles de recevoir l'éducation de qualité.

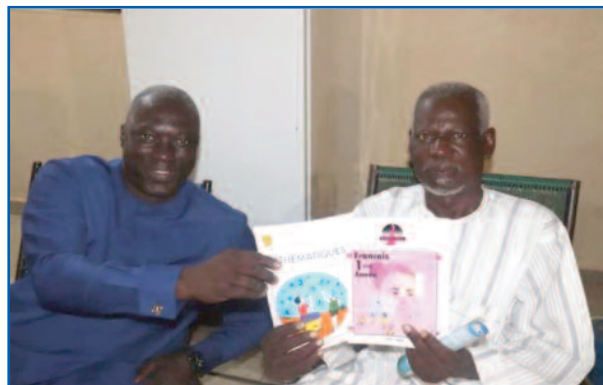
Merci DAVID KELBY JOHNSON MEMORIAL FOUNDATION pour votre investissement dans le secteur éducatif de Karagouan !  
DONATION OF TEXTBOOKS THANKS TO THE DAVID KELBY JOHNSON FOUNDATION

We handed over a large batch of textbooks to the Building Youth Around the World primary school in #Karagouan built by our Empower Mali Foundation.

The donation consisted of sets of textbooks for each class from 1st to 6th.

In Mali, access to state-provided textbooks helps ease the financial burden on families & increase girls' chances of receiving quality education.

We thank the DAVID KELBY JOHNSON MEMORIAL FOUNDATION for investing in our children's education in Karagouan!!





## ■ Ammy Baba Cisse



Attention à vos commentaires. C'est un imam qui a 3 femmes et 7 enfants. Il est aux mains de la justice en Guinée. Les fidèles demandent son expulsion à la tête de la mosquée



## ■ Bina Sogoba



Bandiagara: plusieurs terroristes neutralisés par les FAMA.  
Des chefs d'états majors des armées mobilisés au centre du Mali contre les terroristes depuis plusieurs jours sans tambour, ni tambour



## ■ Justice Mali Justice



Axe Koutiala-Koury les terroristes viennent de donner un ultimatum aux transporteurs de Air yorosso le vendredi.

## ■ YBC-Communication



#YBC/YB  
L'honorable Président du CNT le Col Malick DIAW avec le Président de la Turquie Recep Tayyip Erdogan. Le Mali et la Turquie



## ■ Chodi Ag



Au sahel les armées nationales et leurs partenaires internationaux ont échoué leurs missions d'assurer la sécurité des leurs concitoyens ; de Tilia Niger à Bandiagara au Mali en passant par le Burkina Faso plusieurs groupes armés d'Autodéfense ont vu le jour . Mes sincères condoléances à nos frères Nigériens du Tilia obligés de prendre les armes pour assurer leur propre sécurité. Ce phénomène doit inquiéter la CEDEAO plus que nos élections et le choix des Maliens.



## ■ Bandoula ni



OUMOU SAMAKE, placé sous mandat de dépôt.  
Motif : plainte des syndicats de la police pour une vidéo qu'elle avait fait sur la police il y'a cela 5 jours.  
Le jugement est prévu en mars.



## ■ 7/7 infos



Bandiagara : Ce Lundi 13/12/2021 les FAMAS ont neutralisés plusieurs terroristes dans le Bara Sara ( Ouou). Bravos !

## ■ Energie Fm 107.9



Les chefs d'Etat et des gouvernements exigent aux autorités de la transition du Mali la tenue de l'élection présidentielle le 27 février 2022. L'information a été donnée hier dimanche 12 decembre 2021 à Abuja, au Nigeria. Ainsi, l'organisation sous régionale n'a pas influgé des nouvelles sanctions contre le Mali, mais elle brandit ses menaces. Ce sommet se tenait au moment où les phases communales des assises nationales de la refondation se passaient au Mali. Toutefois, les autorités de la transition du Mali ont rappelé à la CEDEAO que ce sont ces assises qui vont déterminer le chronogramme des pro-

chaines élections et la durée de la transition. Par ailleurs, des partis et regroupements politiques, en conférence de presse ce week-end, ont également appelé à la tenue de l'élection présidentielle à la date indiquée. S'agissant les assises, ils estiment qu'elles sont inopportunes et surtout un non évènement, une manière pour elles, disent-ils, de maintenir le pays dans l'impasse. Le président de la transition a adressé une lettre à ces chefs d'Etat dans laquelle il indique qu'il fixera la date des élections en janvier 2022, a-t-on appris de l'AFP(Agence France Presse).

Pour en parler, Abdoul NIANG, journaliste analyste, reçoit Moussa KONATE et Soumaila COULIBALY

## ■ Ammy Baba Cisse



« Assimi m'a demandé d'entreprendre un certain nombre de démarches et d'explications dans la sous région. »

Abdoulaye Diop

Dans le journal de l'ORTM, il est clairement dit que les assises nationales se sont déroulées sur toute l'étendue du territoire national dans un climat apaisé.

« L'objectif est de travailler à un calendrier alternatif. »

Abdoulaye Diop



Ambassade de France au Mali

3h · 🌐

50% des sorties aériennes de Barkhane en novembre 2021 ont été faites au profit des **Forces Armées Maliennes**. Encore récemment, ce mercredi 8 décembre, c'est un drone français 🇫🇷 qui a appuyé la sécurisation du convoi de plusieurs ministres maliens 🇲🇱 entre Sévaré et Bandiagara.





## ■ Larmes des pauvres



#Mali --#Kidal dans un communiqué, le haut conseil islamique pour l'unité de l' #Azawad ( #HCUA) dénonce l'assassinat d'un de ses officiers dans une frappe de la #Barkhane le 12 décembre

## ■ Roch KABORE



Séance de travail ce lundi avec l'ambassadeur de France Luc Hallade, accompagné d'une délégation d'officiers généraux français. Nos échanges ont porté sur le renforcement de la coopération militaire entre nos deux pays pour plus d'efficacité dans la lutte contre le terrorisme.



## ■ Geneviève Darrieussecq



Dégraudations scandaleuses #AntiPass du monument de la France Combattante au #Mont-Valérien cette nuit. Je suis révoltée. Aucune cause ne justifie que l'on touche à ce lieu unique de notre #mémoire nationale. C'est impardonnable. Nous déposerons plainte.



Aboubacrine Assadek Ag Hamahady est avec Nafi Ansari Koné.

34 min · 🌐

Par la mort, la famille ne se détruit pas, elle se transforme, une part d'elle va dans l'invisible. On croit que la mort est une absence, quand elle est une présence discrète. On croit qu'elle crée une infinie distance, alors qu'elle supprime toute distance, en ramenant à l'esprit ce qui se localisait dans la chair. Que de liens, elle renoue, que de barrières elle brise, que de murs elle fait crouler, que de brouillard elle dissipe, si nous le voulons bien. Vivre, c'est souvent se quitter ; Mourir, c'est se rejoindre. Ce n'est pas un paradoxe de l'affirmer. Pour ceux qui sont allés au fond de l'amour : la mort est une consécration non un châtement.... Au fond, personne ne meurt, puisqu'on ne sort pas de Dieu. Celui qui a paru s'arrêter brusquement sur sa route, écrivain de sa vie, a seulement tourné la page. Plus il y a d'êtres qui ont quitté le foyer, plus les survivants ont d'attaches célestes. Le ciel n'est plus alors uniquement peuplé d'anges, de saints connus ou inconnus et du Dieu mystérieux. Il devient familier, c'est la maison de famille, la maison en son étage supérieur, si je puis dire et du haut en bas, le souvenir, les secours, les appels se répondent. Ainsi soit-il.  
Mon neveu [Makan Kone](#) vient de rejoindre au paradis ses frères Oumar et Ablo qu'il a perdus brutalement à l'espace de moins d'une année. Ils sont paradis avec papa et maman.  
Mes sincères condoléances aux Koné et aux Kel Antassare, à tout le



Abdoulaye Kaba KONE n'est plus. Il a été assassiné chez lui à Gao par des individus armés non au quartier



Samba Gassama General

10 juil. 2019 · 🌐

Concrètement aujourd'hui la force G5 Sahel fait quoi ? Elle est où ?

Cette conférence de presse intervient au lendemain de la 5ème réunion ministérielle entre l'Union européenne et les Ministres des Affaires étrangères du G5 Sahel, tenue le 09 juillet à Ouagadougou. Une rencontre au cours de laquelle, Mme MOGUERINI a annoncé une aide supplémentaire de 138 millions d'euros à la Force Conjointe du G5 Sahel, y compris la composante Police.

## ■ Blaise lilia



Le Président Kais Saied annonce la tenue d'élections législatives dans un an, le 17 décembre 2022, la prolongation du gel du parlement jusqu'à ces élections, un référendum sur des réformes constitutionnelles le 25 juillet 2022. #Tunisie

## ■ MENASTREAM



#BurkinaFaso: #EMGA steps up its media game, releases infographic and additional photos on joint operation Taanli 2 - Offensive reconnaissance missions - (Air and artillery) strikes on coordinates - Search, cordon, control, decontamination, and civil-military operations



## ■ Le journal Afrique



Le journal Afrique TV5MONDE

En #afriquedusud, Cyril Ramaphosa a été testé positif au Covid-19 dimanche et a entamé un traitement. La contamination du président sud-africain survient alors que le pays fait face à une quatrième vague épidémique, alimentée par le variant Omicron.

Un bras de fer s'est engagé entre la Cédéao et la junte militaire au Mali. Les autorités maliennes doivent mettre en place des élections libres sous peine de sanctions. La Cédéao peut-elle faire plier la junte ? Explications de Niagalé Bagayoko.

En #RDC, sécurité, politique, justice... Le président Félix Tshisekedi a prononcé son discours annuel sur l'état de la nation, devant l'Assemblée nationale et le Sénat réunis en congrès.

## ■ Présidence de la République du Mali

Région de Ségou : le Président de la Transition auprès des plus démunies des différents cercles de la région

Depuis le 7 décembre 2021, une délégation de la présidence de la Transition sillonne des cercles de la région de Ségou dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative du Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, d'assister 100 familles démunies dans différents cercles du pays. A Ségou, la délégation s'est rendue à Bla, Macina, Niono, Barouéli et le cercle de Ségou.

Au total 500 familles dans ces cercles ont reçu des kits alimentaires de la part du Président de la Transition. A Mamou, dans la même région, la population a reçu un forage d'eau potable.



Notons que des cercles de cette région avaient déjà reçu, au cours du mois de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion, des forages et des vivres.

"Nous sommes solidaires à tous ces gestes combien noble de la part du Président de la Transition au profit de nos populations", a indiqué le maire de la commune de Ségou, Nouhoum DIARRA. Et d'ajouter que la "solidarité est une vertu malienne que le Chef de l'État est en train de soutenir et de promouvoir". C'est ce qui a fait dire à Hamalla TOUNKARA, maire de la commune de Barouéli, au cours de la cérémonie de remise de kits alimentaires à 100 familles démunies du cercle, que ce "geste du Président de la Transition n'est pas surprenant".

Bénéficiaire d'un kit alimentaire, composé d'un sac de mil, de riz, de sucre et d'un bidon d'huile, Yacouba DEMBÉLÉ du cercle de Ségou, a indiqué que ce don sera d'une grande utilité pour les personnes les plus vulnérables en cette période de crise alimentaire. Il atténuera leur souffrance, s'est-il réjoui.

Tout heureux de ces dons de la délégation de la présidence aux veuves, aux personnes en situation de handicap, aux déplacés internes, selon les précisions de Djibril MAÏGA ( Directeur du service de Développement social et de l'Economie solidaire de Ségou), le maire de la commune de Bla, Mamadou SAMAKÉ, a remercié le Chef de l'État pour l'inauguration d'un forage à Mamou. Un village où la pénurie d'eau a entraîné des divorces et handicapé le développement du village.

L'accès à l'eau dans ce village était la corvée quotidienne des femmes. Lors de la cérémonie d'inauguration de ce forage à Mamou, Awa TANGARA, Porte-parole des femmes du village, n'a pas caché l'émotion qui les anime : "Nous manquons de mots pour remercier le Président de la Transition pour ce geste de solidarité. Dans ce village, pour s'approvisionner en eau, on passait la nuit à attendre au bord des quelques puits dans les villages environnants". Aujourd'hui, ces femmes disent merci au Président de la Transition. Une joie qu'elles partagent avec leur époux et leurs enfants.

Ces gestes de solidarité ne mettront certes pas fin à la pauvreté, mais ils permettront d'atténuer la souffrance des populations vulnérables, a indiqué Colonel Assa BadialloTOURÉ, Conseillère spéciale du Chef de l'État. C'est des gestes symboliques, a-t-elle conclu la mission dans la région de Ségou.





**Communiqué de la Maison de la Presse suite à la disparition de notre confrère, ancien Président de la Maison de la Presse du Mali Makan Koné, DIR-PUB du journal Nouvelle Libération et promoteur de la radio Rempart**



**A** Dieu nous appartenons, à Lui nous retournerons. Ce lundi 13 décembre 2021, est un jour de douleur, de tristesse, de recueillement et de reconnaissance de la Puissance de la Volonté de Dieu. Makan KONE s'en va définitivement, abandonnant plume et micro et laissant la Presse malienne dans une profonde nostalgie. En cette circonstance douloureuse, la Maison de la Presse présente à sa famille, son épouse, ses enfants et l'ensemble de ses collaborateurs ses condoléances attristées. Puisse Dieu lui accorder son PARDON. Le Président de la Maison de la Presse Bandjougou DANTÉ

**Mali : Le Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad dénonce « l'assassinat » d'un de ses officiers par Barkhane**



**C'est avec consternation et affliction que le HCUA apprend l'assassinat horrible et extrajudiciaire par les forces françaises de Barkhane de l'un de ses Officiers, Monsieur Eghlass Ag Babaye et de son jeune compagnon Attaher, samedi 11 décembre 2021.**

**L**e Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad informe l'opinion nationale et internationale et les prend à témoin de ce forfait qui ne fait que s'ajouter à bien d'autres opérés dans l'Azawad, n'épargnant

**Kidal, Ménaka : La tenue des assises de la refondation « empêchée » par des groupes armés**



**La phase communale des assises nationales de la refondation a pris fin dimanche 12 décembre 2021 dans de nombreuses localités. Sur les 749 communes du Mali, ces discussions ont été organisées dans 538 localités jugées praticables et sécurisées par le comité d'organisation. Toutefois, ces assises ont été empêchées ou reportées dans certaines de ces localités notamment au nord du pays.**

**A** peine lancés samedi 11 décembre, les travaux des assises nationales de la refondation ont été interrompus à Ménaka par les mouvements armés du Cadre Stratégique Permanent (CSP), indique un élu de la région. À Kidal, les assises n'ont simplement pas eu lieu, suite à une décision du Cadre Stratégique Permanent. Le CSP avait déjà déclaré sa non-participation à ses assises à travers un communiqué publié vendredi 10 décembre 2021. Ce cadre réunit les groupes armés notamment la CMA et la Plateforme. Il reproche à l'État malien de l'avoir exclu du processus de Transition. La note mentionne aussi la non-prise en compte d'une importante partie des acteurs de la vie politique malienne dans l'organisation de ses assises.

Les assises de la refondation nationale n'ont pas pu se tenir dans la Commune urbaine de Gao. Selon des sources locales, les raisons seraient liées à un manque de moyens financiers. Les travaux sont reprogrammés pour ce lundi 13 décembre dans la localité.

Dans le sud du pays, les assises n'ont pas pu se tenir dans six des 9 communes du cercle de Yorosso. L'insécurité serait la raison. Les habitants des communes concernées se disent mécontents. Ils estiment que ces assises sont une occasion pour exposer les problèmes de leurs localités et les soumettre aux autorités de la transition.

Source : STUDIO TAMANI

ni femmes ni enfants ni vieillards, toujours par les mêmes forces françaises. Le Secrétaire général du HCUA, au nom de tous les militants et sympathisants du mouvement présentent aux familles des défunts durement éprouvées et à tout le peuple de l'Azawad ses condoléances attristées et prie Allah Le Tout Puissant, le Tout Miséricordieux, d'accueillir les défunts dans son paradis éternel. Amine ! Kidal le 13 Décembre 2021.

Pour le HCUA : Almou Ag Mohamed

## Contre les sanctions de la CEDEAO : Mobilisation générale à Bamako



**En marge du sommet ordinaire des chefs d'États et de gouvernement de la CEDEAO sur le Mali et la Guinée, tenu ce dimanche 12 décembre, des milliers de personnes s'étaient réunis le vendredi 10 décembre dernier devant le Monument de l'Indépendance pour signifier leur soutien aux autorités maliennes de la Transition. L'institution sous-régionale réfléchit, elle, à des mesures de sanctions plus restrictives contre le Mali qui semble se diriger vers le non-respect de ses engagements d'une transition qui devrait prendre fin le 27 février prochain.**

Le Mouvement Yèrèwolo Debout sur les Remparts et alliés ont organisé un meeting de mobilisation contre la CEDEAO qui s'est prononcé sur la Transition malienne. Des milliers de Maliens ont apporté leur soutien aux autorités maliennes de Transition. L'objectif de ce meeting était de montrer leur soutien aux autorités en vu d'une prolongation de la Transition et appuyer leur soutien aux Forces Armées Maliennes (FAMa) dans la lutte contre l'insécurité.

Les organisateurs de ce meeting étaient très remontés suite aux derniers événements qui secouent le monde entier. Car, actuellement, le sang coule partout dans le monde. Et notre pays, le Mali, n'échappait pas cette situation. Ainsi, ils ont dénoncé des tueries qui se produisent dans toutes les régions, de plus en plus de personnes deviennent des réfugiés et viennent se rajouter au nombre des habitants des grandes villes. Pour les initiateurs, vu la situation très complexe qui vit le Mali, on ne doit pas parler d'élections pour ne pas compliquer d'avantage. "Nous pensons que lorsque le pays retrouvera un semblant de quiétude nous pourrions organiser des élections", ont-ils souhaité.

"Nous pensons qu'il n'y aura pas de sanctions de la CEDEAO contre le Mali car le Mali a beaucoup de respect pour toutes institutions régionales et internationales. Et le Mali s'en sortira car la CEDEAO comprendra que cette transition est une solution pour le moment, pour notre pays, et nous n'avons pas besoin d'autres problèmes", avaient-ils déclaré.

Y. SANGARÉ / Source : Le Malien

## Réduction du tarif de retrait via orange money : Les distributeurs appellent au respect du prix fixé

**Les Masters appelés Distributeurs agréés de Orange finances mobiles ont animé un point de presse le jeudi 9 décembre pour appeler au respect de la réduction du prix sur les opérations de retrait d'argent via Orange money.**

Le porte-parole des Masters, Abdoulaye TRAORE, était le conférencier principal. Il avait à ses côtés des dizaines d'autres responsables d'entreprises qui gèrent des kiosques orange money. L'objectif de la conférence était de recadrer et d'appeler les gérants de kiosques Orange money à respecter le prix fixé par Orange finances Mali suite à la réduction du tarif sur les opérations de retrait.

« Nous avons constaté depuis le 1<sup>er</sup> novembre un mouvement d'un petit nombre de points de vente qui appliquent des tarifs supplémentaires sur les frais officiels de Orange Mali. Ils surtaxent le client final avec des tarifs irréguliers. Il s'agit d'une arnaque et le client doit formellement refuser de payer », a déclaré Abdoulaye TRAORE.

Selon lui, aucune somme supplémentaire ne doit être payée en déposant ou retirant de l'argent dans le compte Orange money contrairement à ce que certains font, soit 50 FCFA sur chaque opération (dépôt et retrait).

« Les partenaires distributeurs qui ont signé avec Orange Mali dénoncent l'application de frais sur les dépôts d'argent Orange money. Le dépôt est totalement gratuit partout au Mali. Le retrait est à 1% depuis le 1<sup>er</sup> décembre », a précisé le porte-parole des distributeurs, avant d'ajouter que le non-respect des prix fixés est une violation de la législation et les promesses de Orange Mali vis-à-vis de ses clients.

Face à la situation, a-t-il affirmé, il est de la responsabilité de Orange et de ses partenaires de prendre les dispositions pour le respect strict de ces tarifs.

« Si un point de vente exige des frais supplémentaires, nous invitons les clients à aller vers le PVD qui affichent l'autocollant "les vrais tarifs". Le client doit aussi signaler ce point de vente au 37070 », a conseillé M. TRAORE.

PAR SIKOU BAH / Source : Info-Matin





**Mouvement Démocratique et Populaire :  
Oumar Mariko est un détenu politique**

Le Mouvement Démocratique et Populaire (MDP) dont le parti SADI est l'un des membres influents a aussi tenu, le mercredi dernier, un point de presse sur la détention de Oumar MARIKO. La rencontre a été sanctionnée par la lecture de la déclaration dudit mouvement dans laquelle il dénonce le recul de la démocratie et appelle à la libération de l'ancien leader estudiantin.

**D**es responsables du Mouvement Démocratique et Populaire (MDP) étaient face à la presse pour exprimer leur ras-le-bol suite à l'incarcération de Oumar MARIKO, inculpé par le Tribunal de la Commune IV pour des injures grossières.

L'ancien leader estudiantin, pour des infractions que la justice lui reproche, risque 6 mois à 2 ans de prison et une amende allant jusqu'à 10 millions de FCFA.

Face à la situation, le MDP dit « Non au recul démocratique ! » en affirmant que la menace sur la démocratie au Mali est devenue une offensive depuis l'avènement des autorités actuelles au pouvoir.

« Après l'incarcération de Kaou Djim pour son droit à l'expression, voilà aujourd'hui le camarade Dr Oumar Mariko à son tour sous mandat de dépôt pour des motifs inacceptables. De plus en plus, il devient évident que le régime politique en place est engagé dans une démolition systématique des acquis démocratiques », relevons-nous dans le document du MDP.

Ainsi, depuis leur arrivée (les autorités de la transition), les hommes politiques sont vilipendés, voués aux gémonies, dénonce-t-il. Également grave pour MDP, est de qualifier les trente ans de la démocratie de tous les noms d'oiseaux en faisant allusion aux propos du Premier ministre.

« Il est temps d'arrêter tout cela et se battre pour l'instauration de la démocratie », estime-t-il essentiel. Revendiquant tout l'héritage de la Révolution du 26 Mars 1991, le MDP affirme que cet événement aurait fait plus de 200 morts dont plus de 110 élèves et étudiants.



Pour les responsables du MDP, toutes les manœuvres du régime en place cherchent à revivre à réécrire cette histoire de notre pays en vue de blanchir le Général Moussa Traoré. Ce qui passe, commente le MDP, par la banalisation des martyrs par Choguel Kokala MAIGA, alors que le préambule de la constitution est consacré en leur mémoire.

« Toutes ces manœuvres sont vouées à l'échec car les démocrates et patriotes de quel que bord que ce soit, sous la direction du Mouvement Démocratique et Populaire (MDP) sonnent la mobilisation générale de tous les partis démocratiques », indique la déclaration.

Exigeant la libération immédiate de Docteur Oumar MARIKO, détenu politique ; le MDP appelle à la mobilisation pour exiger le départ des restaurateurs de la dictature.

PAR SIKOU BAH / Source : Info-Matin

**malikile.com**  
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

Malikilé  
74  
MIGRATION IRREGULIERE :  
48 MALIENS PERISSENT EN MER





DIONA DIONA  
**PHOENIX**  
Pour un nouveau souffle de vie



# SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

## Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

**-25%**  
DE RÉDUCTION  
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

**CONTACTS:**

**+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65**





# Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite  
s'étend à tous les agents publics sans exception

**Article 2:** Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

**Article 3:** Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



## La presse en deuil : Adieu, Président Makan Koné !



**F**ervent défenseur de la profession, journaliste jusque dans l'âme, Makan Koné, par ses écrits, laissait peu d'hommes indifférents par la clairvoyance de ses idées, sa connaissance des hommes et sa maîtrise du sujet, de son sujet ! Ce grand homme du paysage médiatique de notre pays, ancien Président de la Maison de la Presse du Mali, Directeur de Publication du journal « Nouvelle Libération » et Promoteur de la Radio Rempart, nous a quitté hier des suites d'une courte maladie.

Toute la presse malienne est depuis hier dans l'amertume à la suite de cette disparition

brusque. « À Dieu nous appartenons, à Lui nous retournerons. Ce lundi 13 décembre 2021, est un jour de douleur, de tristesse, de recueillement et de reconnaissance de la Puissance de la Volonté de Dieu. Makan KONE s'en va définitivement, abandonnant plume et micro et laissant la Presse malienne dans une profonde nostalgie. En cette circonstance douloureuse, la Maison de la Presse présente à sa famille, son épouse, ses enfants et l'ensemble de ses collaborateurs ses condoléances attristées. Puisse Dieu lui accorder son PARDON », écrit le Président de la Maison de la Presse, Bandjougou Danté.

« Malikilé » associe sa voix à celles de l'ensemble des confrères maliens pour présenter ses condoléances les plus attristées à la famille de l'illustre disparu. Illustre, Makan Koné fut, pour avoir consacré sa vie à l'amélioration des conditions de vie et de travail des journalistes du Mali, pour une presse libre et responsable et pour un Mali émergent ! Dors en paix, Président, que Dieu t'accueille dans son immense Paradis !

**La rédaction**



## Hygiène bucco-dentaire : Signal sensibilise

La marque de dentifrice Signal, à travers Unilever, et en lien avec les professionnels de l'hygiène dentaire, a lancé, le 11 décembre 2021, la campagne officielle d'information et d'actions en faveur de l'éducation sur le brossage des dents, à Bamako. La cérémonie a eu lieu sur le terrain de foot de Bozola. La santé étant une préoccupation majeure de la population malienne, plusieurs personnalités ont été témoins de l'évènement.

La campagne officielle d'information et d'actions en faveur de l'éducation sur le brossage des dents, avait une double signification. D'une part, offrir des dépistages gratuits aux enfants et adultes contre la carie dentaire. D'autre part, sensibiliser les adultes à l'hygiène buccodentaire. En outre, elle visait également à protéger les enfants qui sont la couche la plus vulnérable face aux maladies dentaires.

Convaincu que la sensibilisation permet d'éclairer la lanterne de beaucoup de personnes, le représentant-résident de la marque Signal en Afrique de l'ouest, Body Stéphane, a déclaré dans son allocution, que l'hygiène bucco-dentaire met les enfants entre 6 et 9 ans à l'abri de plusieurs maladies. « **Bien qu'ils pensent le contraire, la plupart des jeunes enfants n'ont pas l'habileté nécessaire pour nettoyer leurs dents en profondeur avant leurs 7 ans. Aussi, il est important de les aider dans le brossage des dents** », a-t-il déclaré.

Aussi, Stéphane a précisé que pour la marque Signal, ce programme de dépistage s'inscrit dans le cadre d'une mission sociale, c'est-à-dire « éduquer les enfants et les sensibiliser à un brossage régulier matin et soir afin de prévenir les caries parce qu'il a été démontré qu'à cause des caries dentaires, certains enfants ne vont pas à l'école. » De même, il a ajouté qu'à cause des caries dentaires, certains enfants sont hospitalisés. « Pour avoir des cadres très performant pour le pays, il est important de commencer l'éducation bucco-dentaire avec les enfants dès le bas-âge », a-t-il conseillé.

Également, il a précisé qu'il est extrêmement important d'encourager une bonne hygiène buccale chez les enfants car leur santé dentaire en dépend. « **La meilleure manière de lutter contre cette problématique est de prévenir et d'apprendre de bonnes habitudes d'hygiène buccale dès le plus jeune âge** », a-t-il recommandé.

Par la suite, Body Stéphane a expliqué que prendre soin des dents des enfants signifie bien plus que d'empêcher qu'elles deviennent jaunes. « **L'hygiène des dents et de la bouche s'acquiert dès le plus jeune âge sous l'impulsion des parents. Pour garantir à votre enfant une bonne santé bucco-dentaire, il est essentiel de lui apprendre les bons gestes au plus tôt** », a-t-il fait comprendre.

Manifestement très fière de cette activité importante, Kadiatou Coulibaly, ménagère, une des personnes ayant bénéficié du dépistage contre la carie dentaire, s'est dite heureuse

d'avoir été consultée gratuitement par un dentiste professionnel. Elle estime que cette action de Signal aidera les personnes démunies ne pouvant pas s'offrir les services d'un dentiste à le faire.

Il faut noter que plusieurs personnes seront dépistées au cours de cette campagne d'information et d'actions en faveur de l'éducation sur le brossage des dents. Les habitants de Bozola ont hautement apprécié cette activité de Signal qui vient ôter une épine du pied de la population.

■ Ibrahim SANOGO



## ANPE : 80% de réalisation des activités au 30 novembre 2021

**L**e Directeur General Ibrahim Ag Nock félicité pour ses bons résultats, malgré la situation sociopolitique et sécuritaire très tendue.

C'était sous la présidence de monsieur Issa Bengaly, PCA de l'Agence pour la Promotion de l'emploi (ANPE) que la 43ème session du conseil d'administration de la structure a été tenue. La session était axée sur le plan de travail annuel 2021 et celui de 2022. Il a aussi été question de l'examen et l'adoption des points d'exécution, d'abord à mi-parcours du budget 2021, puis du projet de budget prévisionnel 2022.

Le PCA, monsieur Issa Bengaly a félicité le DG Ag Nock et son équipe pour l'excellent résultat à mi-parcours. L'état d'exécution du budget 2021 a permis aux administrateurs d'avoir une vue d'ensemble sur la situation de l'ANPE et de faire un projet de prévision pour 2022.

Le projet de plan de travail annuel 2022 s'inspire du plan stratégique de développement 2021-2025 et des Plans d'action de la Politique nationale de l'emploi, de la Politique nationale de la formation professionnelle et de la nouvelle vision du ministère de l'Entreprenariat national, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Il procède du constat que

l'équipe Ag Nock s'est acquittée de sa part du contrat de performance signé entre le cabinet et l'ANPE. D'où les vives félicitations du PCA. S'agissant du PTA 2022, une place privilégiée a été consacré au secteur privé, à travers la création de petites et moyennes entreprises. Il prévoit aussi le renforcement des projets et programmes d'insertion tendant à l'amélioration de l'employabilité et de l'intermédiation. Dixit Issa Bengaly. Enfin, le Président du Conseil d'Administration de l'ANPE a exhorté la Direction Générale à être encore plus assidu pour faire face au défi et exigences du marché de l'emploi. Le budget 2022 prévisionnel de l'ANPE s'élève à la somme de 7 385 000 000 FCFA contre 6 462 000 000 de FCFA pour l'exercice 2021, soit une hausse d'environ 14 %. Prenant la parole, le DG Ibrahim Ag Nock a axé son intervention sur deux volets essentiels. Le volet programme et le volet opérationnel. Et le DG Ag Nock d'ajouter « **En termes de performance, nous sommes à un taux d'exécution de 80,6 % du Plan de travail annuel 2021 pour un taux d'exécution du budget qui avoisine le même ratio. En termes d'indicateurs au titre de 2021, 2.100 placements ont été effectués (64 %), 3 200 entrées en formation, toutes**

formations comprises, formations qualifiantes, diplômantes et la formation à la carte. De façon globale, le taux d'exécution générale du PTA 2021 a dépassé 50 % en ce qui concerne l'auto-emploi, l'emploi salarié, les perfectionnements, les reconversions, la coopération migration et toutes les activités relatives aux équipes et aux productions statistiques. Dans le cadre de l'exercice 2022, en termes de prévisions, nous avons un budget global de 7 385 000 000 FCFA contre 6 462 000 000 de FCFA pour l'exercice 2021, soit une hausse d'environ 14 %. Ceci nous permettra de contribuer à la mise en œuvre de la nouvelle vision du ministère de tutelle, du Plan Stratégique de Développement (PSD) 2021-2025 et des Plans d'action de la Politique nationale de l'emploi, du Plan d'action de la Politique nationale de la formation professionnelle et de la nouvelle vision du ministère de l'Entreprenariat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la nouvelle vision du président de la Transition en ce qui concerne l'insertion sociale des couches vulnérables, des personnes en situation de handicap, les femmes, mais aussi toutes les actions intégrant les perfectionnements, les reconversions des demandeurs d'emplois ».

■ Ibrahim SANOGO





# Assises Nationales de la refondation : FARE An Ka Wuli participe malgré des divergences



**P**rojet phare du gouvernement de la Transition, la question des assises nationales de la refondation fait débat aujourd'hui au sein de la classe politique malienne. L'ensemble des forces vivent de la nation y participe, sauf quelques partis de l'ex-majorité présidentielle pour des raisons connues de tous. Le parti FARE An Ka Wuli, qui a longtemps prôné la tenue de telles assises, y participe donc volontiers, malgré quelques différences de point de vue. Le parti de l'ancien Premier ministre, Modibo Sidibé, a en effet appelé ses militants à une participation de qualité à ces débats.

Les Assises Nationales de la Refondation ont commencé, le samedi 11 décembre 2021, au niveau local, et vont se poursuivre jusqu'au 30 décembre prochain au niveau national. Occasion pour lui de réaffirmer son adhésion à ce projet. « Notre parti est hautement concerné par cette concertation majeure dont nous avons porté la proposition depuis 2013 et que nous n'avons cessé de soutenir et de promouvoir auprès des plus hautes autorités de notre pays, de la classe politique, de la société civile et des partenaires du Mali », note le communiqué du parti produit à cet effet.

Communiqué qui précise : « Nous l'avons fait d'abord en tant que FARE, puis comme membre de "Anw Ko Mali Dron" et du M5-RFP ensuite. Nous avons inlassablement porté,

partagé et affiné ce projet parce qu'il s'agissait avant tout pour les FARE d'une étape incontournable du processus de sortie de crise du Mali, processus que nous voulons endogène dans son essence et pérenne dans ses effets. Les événements d'août 2020 et de mai 2021, ont créé une situation nouvelle dans le pays, favorable à la mise en œuvre de notre projet politique qui a été largement endossé par le M5-RFP ».

Aussi, même s'il constate aujourd'hui une différence dans la conception du processus en cours d'exécution, le parti FARE affiche clairement sa volonté de participer aux Assises Nationales de la Refondation parce que la tenue de celles-ci a toujours été un de ses objectifs majeurs. Une occasion rêvée donc pour le parti de faire valoir ses propositions avec conviction. Par conséquent, conclut le communiqué, « le parti FARE An Ka Wuli lance un appel à ses militants et aux forces vives de notre pays à participer activement aux Assises Nationales de la Refondation afin de contribuer, autant que faire se peut, à la réussite de cette importante concertation nationale ».

**Pour rappel, le parti FARE An Ka Wuli appelait en effet, ce depuis 2013, à la tenue d'une assise qu'il avait appelé le « Dialogue National Refondateur ».** Sur cette lancée, le parti de l'ancien Premier ministre avait fait une série de propositions dans le but

de contribuer à la recherche d'une sortie de crise pour notre pays. En effet, pour le Président de FARE An Ka Wuli, la crise malienne est si profonde qu'il fallait un diagnostic plus poussé et plus approfondi pour y trouver une solution à même de permettre au Mali de ne plus retomber dans de tels travers.

Dans un document produit à cette fin, Modibo Sidibé indiquait ainsi : « **Le Président de la République annonce à la nation malienne dans un message solennel son intention d'initier un Dialogue National Refondateur comme réponse à la grave crise multidimensionnelle qui affecte le Mali ; Le Chef de l'Etat missionne le gouvernement aux fins d'organiser une Conférence des Forces politiques et sociales maliennes dans le but de négocier un Accord politique devant permettre de convenir d'un processus véritable de sortie de la crise structurelle que vit notre pays ».**

**Cette Conférence politique devrait permettre d'établir un diagnostic partagé de la situation, des enjeux, des défis et des vulnérabilités structurelles de la nation malienne. Les conclusions de ce dialogue devraient, selon le parti de l'ancien Premier ministre, constituer les termes de référence d'un processus malien solide et durable de sortie de crise et qui aurait comme pierre angulaire, le Dialogue Na-**

tional Refondateur. Aussi, pour ce faire, un Pacte de stabilité pour la sécurité, la croissance et le développement devrait être négocié, convenu et inclus dans l'Accord politique, afin de créer un climat d'apaisement, de sérénité, de confiance mutuelle et d'assurer la continuité régaliennne de l'Etat. Par ailleurs indique le document, « le Président de la République, Chef de l'Etat, constituera une équipe de haut niveau présidée par une personnalité consensuelle pour organiser et conduire le Dialogue National Refondateur conformément à l'Accord politique obtenu dans le cadre de la Conférence politique ; le Dialogue National Refondateur portera sur l'ensemble des sujets d'intérêt national, la priorité étant donnée aux réformes politiques, institutionnelles et sécuritaires. Il donnera par la même occasion à l'Accord issu du processus d'Alger un souffle politique nouveau et partagé... ».

« Le Président de la République, Chef de l'Etat, nommera un gouvernement de mission restreint qui aura la charge de mettre en œuvre le pacte de stabilité pour la sécurité, la croissance et le développement, de mettre en œuvre les réformes politiques et institutionnelles prioritaires issues du Dialogue National Refondateur, dont la révision constitutionnelle. Cette mise en œuvre se fera suivant un agenda électoral approprié. L'objectif à terme est de disposer, grâce au Dialogue National Refondateur, des propositions endogènes et partagées devant permettre à notre pays d'engager les réformes institutionnelles et politiques indispensables à sa sécurité, son développement et sa croissance », conclut le document projet de FARE An Ka Wuli.

Comme on le voit, il n'y a que quelques différences de près entre ce qui avait été demandé par le parti FARE An Ka Wuli et les assises nationales de refondation en cours. Dans les deux cas, seul le Mali gagne !

■ Yama DIALLO

## Le rejet de la France au Sahel : Mille et une raisons ?

Le récent blocage d'un convoi militaire français au Burkina et au Niger par de jeunes villageois illustre de façon spectaculaire l'ampleur du rejet massif de la France au Sahel (les images ont circulé viralemment sur les réseaux sociaux en Afrique, suscitant un large enthousiasme). Bien d'autres exemples peuvent être évoqués, comme cette déclaration commune de quatre centrales syndicales au Niger désignant la France comme ennemi principal. Une telle animosité peut surprendre l'opinion publique en France, alors que l'aide française au développement vient d'augmenter, et que l'intervention militaire française, par ailleurs jugée nécessaire par tous les gouvernements de la région, vient de réduire sa voilure.



**E**t pourtant, de multiples facteurs permettent de l'expliquer. Certes ils n'atteignent pas le millier comme notre titre le suggère, mais ils sont néanmoins nombreux et convergents. Ils relèvent selon nous de deux dimensions différentes. Un premier ensemble relève de causes historiques, proches et lointaines, et repose pour l'essentiel sur des faits attestés, à propos desquels une argumentation rationnelle « anti-française » peut se déployer. Elle doit être prise en compte.

Un second ensemble de causes est d'ordre totalement différent, car il repose sur des narratifs complotistes, décrochés des réalités contemporaines, mais qui apparaissent à beaucoup comme crédibles et font l'objet d'une intense diffusion par la rumeur et les réseaux sociaux.

La convergence de ces deux registres est détonante, comme le montre l'actualité. Mais pour bien comprendre ce phénomène, il faut d'abord en démêler une à une les multiples composantes.

### Le lourd passif de la France en Afrique

Bien évidemment c'est la colonisation qui reste le premier chef d'accusation de la France pour la très grande majorité des citoyens des pays africains qui ont subi la conquête française.

C'est le premier chef d'accusation d'un point de vue chronologique (encore que la traite négrière atlantique, qui a enrichi l'Occident et en partie permis la révolution industrielle, ne soit pas sortie de la mémoire collective – à la différence de la traite vers les pays arabes, plus facilement passée sous silence), et c'est le premier aussi quant à son importance : les violences de la conquête (par exemple, au Niger, les massacres de la colonne Voulet-Chanoine) comme le despotisme de la gouvernance coloniale (indigénat, travail forcé, réquisition de produits agricoles, vol des terres, conscription obligatoire et utilisation comme chair à canon dans les deux guerres mondiales) ne s'oublent pas facilement, car les comptes de cette période douloureuse n'ont pas encore été soldés. Un travail de mémoire s'impose pour la colonisation française en Afrique noire, comme il a commencé à s'imposer à propos de la guerre d'Algérie. Dans les anciennes colonies fran-



çaises, à l'exception de la Guinée (mais qui est vite devenue une dictature terrible) et du Mali (mais où Modibo Keita a vite été balayé), les régimes nés avec les indépendances ont pris la suite directe des colonisateurs avec l'aide et souvent sous la surveillance de ces derniers (c'est la phase dite du néo-colonialisme).

Les nouvelles nations n'ont donc pas pu se libérer de ce lourd passé (alors que des pays comme le Ghana ou la Tanzanie, grâce au rôle historique d'un Nkrumah ou d'un Nyerere, y sont bien mieux arrivés). Pensons encore au cas du Niger où cette phrase de l'hymne national, composé par un Français (!), est chantée à tue-tête depuis 60 ans « Soyons fiers et reconnaissants / de notre liberté nouvelle ! » : c'est seulement depuis un an qu'un processus de modification est en cours !

Le passif colonial pèse encore lourdement aujourd'hui dans toute l'Afrique francophone, y compris sur les jeunes générations qui n'ont pas connu cette période : les manifestations de lycéens ou d'étudiants depuis des décennies prennent fréquemment pour cibles des symboles français.

En effet, après les indépendances, en maintes occasions le passif colonial est revenu à la surface, par exemple à propos du traitement honteux fait aux anciens combattants africains de la seconde guerre mondiale et des guerres coloniales de la France en Indochine et en Algérie (où ils ont aussi été envoyés en première ligne) – pensions bloquées devenues ridicules – ou des difficultés (et humiliations) rencontrées par les ressortissants des anciennes colonies françaises pour obtenir des visas pour la France (y compris pour y étudier).

Bien évidemment c'est surtout la Françafrique, qui a régné depuis les années 1960 et qui n'a pas totalement disparu (on pense à Bolloré ou à Total), qui a continuellement ravivé le ressentiment anticolonial, même si elle est loin d'avoir aujourd'hui son importance ancienne. Le long et intense mélange d'affairisme et de corruption, de soutien aux dictateurs, d'interventions militaires au profit de protégés, a été dévastateur. Les opinions publiques ont souvent soupçonné (parfois à tort, mais on ne prête qu'aux riches) la main de la France dans nombre de coups d'état (contre Sankara au Burkina Faso, contre Diori Hamani au Niger [1], contre Grunitzky au Togo, etc.).

Même si la France est devenue un partenaire économique (et parfois même politique) se-

condaire, même si elle n'est plus du tout capable de faire la pluie et le beau temps dans ses anciennes colonies, ses dernières interventions militaires sur le continent, bien avant la percée du jihadisme, ont été très mal perçues, que ce soit en Côte d'Ivoire ou en Libye. C'est la guerre contre Kadhafi qui est d'ailleurs l'une des causes majeures de la crise sahélienne actuelle. On peut enfin citer le franc CFA, qui, ne serait-ce qu'au niveau symbolique, et sans rentrer dans les débats des économistes sur ses effets négatifs, rappelle le triste passé de l'occupation française (imagine-t-on qu'après la libération de la France la monnaie officielle ait été nommée le « mark » ?).

Il faut à ce tableau ajouter l'arrogance mêlée de paternalisme qui a souvent caractérisé les dirigeants français, depuis le soutien de Giscard d'Estaing à son « cousin » Bokassa, ou la décision unilatérale de la dévaluation du franc CFA par Balladur, jusqu'au discours de Sarkozy à Dakar sur une Afrique jamais entrée dans l'histoire.

Les récentes déclarations ou décisions contradictoires de Macron n'ont pas vraiment rompu avec ces très mauvaises habitudes. Certes, d'un côté, il a admis, avec un certain courage pour un homme politique, que la colonisation était un crime contre l'humanité, et il a enfin commencé à restituer quelques œuvres d'art africain volées par les conquérants. Mais d'un autre côté, il a décidé un beau matin et quasiment tout seul (un peu avec Ouattara il est vrai) de remplacer le franc CFA par l'Euro sans tenir compte du processus en cours initié par les chefs d'État africains, il a décrété que l'Algérie n'avait pas d'histoire avant la conquête française, et il a convoqué un jour les chefs d'État africains à Pau tout en leur enjoignant un autre jour de rester à la maison pour un pseudo sommet France-Afrique ayant lieu sans eux.

Enfin, il faut prendre en compte un phénomène qui n'est pas que français, mais dans lequel la France a sa part : la question de la dépendance à l'aide (aide au développement, comme aide humanitaire). « La main qui donne est toujours au-dessus de la main qui reçoit » : cette maxime fréquemment citée témoigne du sentiment d'humiliation constitutif aux relations inégales entre bailleurs de fonds et bénéficiaires de l'aide. La célébration publique aujourd'hui généralisée du « partenariat » cache

mal à quel point ce dernier terme ne rend pas compte de la réalité de l'aide, où ce sont toujours les partenaires du Nord qui prennent les décisions importantes, qui imposent leurs conditionnalités, qui diffusent leurs idées et leurs programmes, qui donnent des leçons de morale.

Le paradoxe ici réside en ce que la France est considérée comme un responsable majeur de cette dépendance, alors même que l'aide directe de la France est devenue relativement faible, et qu'elle est moins appréciée que celle d'autres pays européens comme l'Allemagne ou la Suisse, plus structurante et plus soutenue (ces deux pays fournissent des accompagnements sectoriels ciblés, dans la longue durée, plus souples et adaptatifs).

Nous avons jusqu'ici énuméré tout un ensemble de faits historiques, lointains et proches, qui « plombent » en quelque sorte les relations actuelles de tous les pays africains anciennement colonisés par la France avec cette dernière. Mais il faut aussi prendre en compte les spécificités propres à chaque pays.

La mémoire coloniale et parfois post-coloniale est plus ou moins à vif et exacerbée selon les cas : le massacre des tirailleurs de Thiaroye au Sénégal, la sanglante répression de 1947 à Madagascar, la guerre contre l'UPC et la liquidation de ses chefs au Cameroun sont des traumatismes spécifiques, en quelque sorte supplémentaires, dont le souvenir alimente d'autant plus les ressentiments contre la France que ces événements sont au niveau officiel quasi ignorés.

Nous voudrions mettre en évidence un événement bien plus récent, qui joue un rôle majeur dans la crise actuelle au Mali : la question de Kidal. Alors que l'opinion malienne avait bien accueilli l'opération Serval de l'armée française pour empêcher la descente des jihadistes vers le Sud, puis pour libérer le Nord Mali, le refus des Français de laisser entrer l'armée malienne à Kidal, livrant ainsi la ville aux indépendantistes touaregs, a marqué un renversement complet de l'opinion.

Les Français sont alors apparus comme hostiles à l'unité et la souveraineté du Mali, et leur ancienne complaisance envers les rébellions touaregs est revenue à la surface. Dès lors l'intervention militaire française sous une forme nouvelle (Barkhane) est devenue suspecte pour de nombreux Maliens, d'autant plus que Barkhane a beaucoup fonctionné en en-

clave, sans associer systématiquement l'armée malienne (considérée, non sans raisons d'ailleurs, comme peu fiable).

Il résulte de cette accumulation de données historiques où la France a joué des rôles particulièrement négatifs un double sentiment d'humiliation (qui implique un désir de revanche) et de méfiance (qui met en cause toutes les « bonnes intentions » françaises). Ce double sentiment a une forte dimension émotionnelle, mais il est ancré dans des faits incontestables et il est en quelque sorte légitimé par toutes ces réalités que nous avons évoquées. Cette dimension émotionnelle explose vite dès lors qu'un incident quelconque sert d'étincelle : bloquer un convoi militaire français à la fois satisfait le désir de revanche et exprime la méfiance historiquement fondée contre l'armée française.

## Les théories du complot et le rejet de la France

C'est sur cette base factuelle, d'une certaine façon incontestable, qu'intervient le second registre de causes du rejet massif de la France, un registre qui s'éloigne au grand large des vérités historiques, et se situe dans l'imaginaire, dans l'idéologique, dans l'affabulation, mais acquiert de la crédibilité en « surfant » en quelque sorte sur le registre des vérités historiques et sur l'humiliation et la défiance qui en découlent, au point où, bien souvent, ces deux registres s'emmêlent de façon indiscernable dans les discours « anti-français ». Le cas du franc CFA est emblématique : des aspects historiques avérés (il s'agit bien d'une délégation de souveraineté à la France, et d'un héritage colonial) et des débats économiques complexes sur les avantages et les inconvénients (variables selon les pays) d'une monnaie forte arrimée à l'euro coexistent avec des affirmations erronées largement répandues (la France se serait enrichie grâce aux réserves de change des pays africains bloquées à la Banque de France)

Les trois théories du complot que nous allons évoquer sont extrêmement répandues, dans tous les pays sahéliens, voire au-delà, et dans des couches variées de la population. Elles peuvent être combinées.

La première théorie du complot considère que l'intervention française aurait une cause cachée : mettre la main sur les immenses res-

sources naturelles (supposées) du Sahel. Les motivations géopolitiques françaises (bloquer l'avancée jihadiste, éviter la chute des États sahéliens, freiner les migrations) ne sont pas prises au sérieux. Par contre les ressources naturelles cachées ou potentielles sont clairement surestimées par ce narratif, comme sont ignorées les contraintes actuelles de l'exploitation des matières premières et du fonctionnement des marchés. La nostalgie ou le retour du marxisme et de l'anti-impérialisme des années 1960-70 alimentent aussi cette théorie : la politique est considérée comme étant toujours au service des intérêts masqués de l'économie capitaliste, y compris dans sa version néo-libérale contemporaine. Une seconde théorie du complot se greffe souvent sur la première. Bien moins crédible encore, elle est pourtant largement répandue. Les Français s'entendraient en sous-main avec les jihadistes, pour créer une instabilité régionale qui justifierait leur intervention militaire. Le fait que malgré leurs gros moyens et leur puissance de feu ils n'aient pas empêché l'expansion du jihadisme est invoqué comme preuve de cette complicité. C'est cette théorie du complot qui a été largement invoquée par les manifestants ruraux qui ont bloqué le convoi français ces derniers jours.

La troisième théorie du complot est d'ordre différent, et se réfère au domaine religieux. Les Français sont des « cafres » (des païens) qui participent à la nouvelle croisade des chrétiens contre l'islam, en particulier le « vrai islam » refondé par les salafistes. Elle a un écho chez ces derniers.

Les théories du complot ont ceci de particulier qu'elles se diffusent toutes seules, par tache d'huile, que ce soit sous la forme très ancienne et toujours actuelle de la « rumeur » (radio-trottoir) ou sous la forme toute nouvelle des réseaux sociaux, qui jouent en l'occurrence un rôle majeur. Les vidéos, les photos, les messages vocaux illustrent et valident ces théories, en circulant à travers toute l'Afrique et dans la diaspora africaine.

Néanmoins, le rôle d'entrepreneurs politiques ou religieux qui contribuent à cette diffusion, qui s'en servent, ou qui la manipulent ne doit pas être sous-estimé. L'ampleur des sentiments anti-français ouvre des espaces d'opportunités pour des politiciens, comme on le voit particulièrement au Mali. Des religieux, parfois aussi politiciens, en jouent également.

Les jihadistes alimentent quant à eux la théorie de la croisade. Certains acteurs extérieurs (Russie surtout, mais parfois Turquie) mettent aussi de l'huile sur le feu (un feu qu'ils n'ont pas allumé mais dont ils tirent parti).

Il est particulièrement difficile aujourd'hui en Afrique de convaincre un interlocuteur de renoncer à une théorie du complot, d'autant plus que derrière celle-ci se profile toujours le registre des vérités historiques incontournables, qui justifient une profonde méfiance envers les faits et gestes des responsables français, et qui donnent une dimension émotionnelle très forte au débat.

On voit alors à quel point un changement d'attitude de la politique française qu'il soit profond et non pas cosmétique ou sémantique devient nécessaire, pour autant qu'on veuille du côté français « refonder » véritablement les relations entre la France et l'Afrique.

Reconnaître les crimes de la colonisation, rompre clairement avec la Françafrique et ce qu'il en reste, mettre fin à la condescendance, à l'arrogance, aux injonctions et aux décisions unilatérales, remplacer les conseils par l'écoute, passer d'une aide standardisée, formatée et volatile à des appuis plus humbles, plus fiables, plus durables et plus souples, ne plus admettre chez les uns ce pourquoi on condamne les autres, ne pas donner des leçons de morale et de républicanisme qui sont souvent contredites par les pratiques de nombre de politiciens français, permettre tout simplement aux étudiants africains de poursuivre leurs études en France, tout ceci est au fond assez simple, mais ce n'est pourtant pas une mince affaire.

Nous en sommes bien loin : rencontrer une douzaine de jeunes africains devant les caméras dans ce registre hyper-personnalisé que Macron affectionne, renommer l'aide au développement de sorte qu'il n'y ait plus ni le mot « aide », ni le mot « développement », consulter épisodiquement des élites africaines de la diaspora... Ces innovations présidentielles apparaissent, vues d'Afrique, comme dérisoires!

Jean-Pierre Olivier de Sardan  
ANTHROPOLOGUE, DIRECTEUR DE RECHERCHE  
ÉMÉRITE AU CNRS ET DIRECTEUR D'ÉTUDES À  
L'EHESS  
CHERCHEUR AU LASDEL (NIGER)  
Source : L'Aube



# Récurrence des Coups d'États en Afrique : Que faut-il en penser ?

« Nous ne pouvons pas accepter les coups d'États en Afrique ». Ainsi s'est exprimé, en substance, le président sénégalais Macky Sall, dans une interview du 8 décembre dernier, accordée à RFI et France 24. Une telle déclaration remet au goût du jour les interrogations sur l'opportunité des coups d'État en Afrique ; leur illégalité, d'avance, posée. La question se pose : le coup d'État est-il absolument blâmable ? Serait-il totalement nuisible pour l'Afrique ? Certains le pensent. En majorité, les tenants du pouvoir qui, souvent, doivent leur accession au pouvoir grâce à des coups d'États qui ont balisé leur terrain.

Pourtant, même les constitutionnalistes ne sont pas aussi catégoriques. D'ailleurs, certains reconnaissent des vertus aux coups d'États.

« Le coup d'État, dit le Professeur Yves Paul Mandjem, peut... être inducteur de l'État de droit et de la démocratie, en particulier en Afrique où, il [constitue parfois] la méthode

institutionnalisé de changement de gouvernement ». Il faut se rendre à l'évidence : « lorsque les mécanismes constitutionnels conçus pour tempérer les velléités de pérennisation des chefs d'État africain au pouvoir ne fonctionnent plus ou mal, cet état de fait est de nature à [susciter] le [...] coup d'État [...] aboutissant au retour de la démocratie ». Pour le Professeur Palouki MASSINA « Le jugement porté sur les coups d'État peut être nuancé en ce qui concerne ceux... dont l'apport pour la « renaissance » ou l'affermissement de la démocratie dans les pays en cause peut, dans une certaine mesure, être comparé aux apports » des révolutions... Le pouvoir renversé par le coup d'État ... a été élu parce qu'il se réclamait ... de l'idée démocratique. Tant qu'il agissait conformément à cette idée, il était légitime... A partir du moment où il a commencé à contrevenir durablement à cette idée, il a rompu le pacte qui fondait sa légitimité. On peut alors (comprendre)... le coup d'État, qui survient dans ces circonstances en vue de

renouer avec l'idée de droit bafouée ». Au Pr Laurent Bado de s'écrier : « Vive les coups d'État moralisateurs ! »

De ce qui précède, on retient qu'il faut établir une distinction entre les coups d'États. Bien que les élections leur soient préférables, les coups d'États ne sont pas à diaboliser par principe. Qu'on se figure un seul instant, ce qu'aurait été la France sans le coup d'État de Napoléon – dont se vantent aujourd'hui les élites politiques de ce pays ? La Libye, sans celui de Kadhafi ? Le Mali, sans celui d'Amadou Toumani Touré ? On pourrait multiplier les exemples.

Quoi qu'il en soit, l'arrêt des coups d'États en Afrique – même souhaitable - ne se décrète pas. Il sera la conséquence du respect des constitutions, du fonctionnement des contre-pouvoirs et surtout l'intransigeance de la communauté internationale africaine face aux dérives de certains pouvoirs. La CEDEAO, notamment, doit user de la force pour contraindre les présidents sortants à rendre le pouvoir. Ceci lui évitera d'avoir à gérer des situations plus complexes. Et contribuera à redorer son image.

Autrement, les coups d'États persisteront, comme panacée des dictatures.

**Malik Wogo**





STUDIO D'ENREGISTREMENT - PRODUCTION D'ARTISTES  
INGENIEURIE DE SON



**CREATED LABEL**  
TEMPLE OF MUSIC

SEBENIKORO

+223 93 34 98 73





## Issa Kaou N'Djim au siège du CDR : Non à l'instauration de la pensée unique



Le président de l'Appel Citoyen pour la Réussite de la Transition (ACRT-FASO KA WELE), Issa Kaou N'DJIM, a, après sa rencontre avec le leader du Collectif pour la Défense de la République (CDR), Mohamed Youssouf BATHILY dit Ras Bath, lancé un appel aux acteurs de la société civile et des partis politique pour la formation d'une plateforme pour dire Non à l'instauration d'une pensée unique.

Après le Mouvement pour la Refondation du Mali (MORENA), une délégation de ACRT-FASO KA WELE, conduite par Issa Kaou N'DJIM, s'est rendue au siège du CDR ce jeudi.

L'activité s'inscrivait dans le cadre d'une série de rencontres entre l'ACRT-FASO KA WELE et des partis et mouvements politiques du Mali. Dans l'agenda de ces rencontres, le mouvement politique dirigé par l'ex membre du Conseil National de Transition (CNT) envisage d'échanger également avec la plateforme Jigiyi Kura et le Cadre d'échanges des partis et mouvements politiques sur l'actualité et les perspectives pour le Mali.

D'ici là, après sa rencontre avec Ras Bath, Issa

Kaou N'DJIM a réaffirmé sa position et la nécessité pour notre pays d'aller à des élections pour la mise en place d'Organes et Institutions plus légitimes.

C'est par le canal des suffrages que le peuple s'exprime sur son choix et sa vision. Certes, concède-t-il, il y a l'insécurité. Toutefois, rétorque-t-il, il n'est pas question de surseoir à ces élections jusqu'au retour de la paix car « personne ne sait quand le problème sera résolu ».

Portant son costume de démocrate, Issa Kaou N'DJIM estime que la tenue des élections ne peut être liée à l'insécurité. Pour lui, l'approche idéale est d'avoir un consensus politique autour de la problématique.

Selon lui, le baromètre, pour ceux qui pensent être populaires, c'est d'aller aux élections. « Nous sommes des démocrates. Un démocrate ne peut pas fuir les élections », a-t-il insisté tout en ajoutant que l'essentiel est d'aller à des élections transparentes, crédibles et inclusives avant les réformes.

« Il n'y a plus légitime que le pouvoir issu des urnes. C'est pourquoi nous pensons que

tous ceux qui partagent ces idéaux doivent se retrouver pour avoir un dénominateur commun, une synergie d'actions pour que le Mali retrouve ses fondamentaux », a déclaré Issa Kaou N'DJIM.

La finalité va être la mise en place d'une plateforme politique pour dire Non à l'instauration d'une pensée unique au Mali.

« Il ne faut pas qu'on nous impose une pensée unique. On ne nous imposera pas une pensée unique », a pesté le président de l'ACRT-FASO KA WELE, qui durcit le ton contre le pouvoir en place.

« Nous allons rester légalistes et défendre nos convictions politiques. Nous allons nous rendre pour le bonheur et l'honneur du peuple et veiller à la liberté du choix des citoyens », a-t-il affirmé, en indiquant qu'il est impossible de mettre la démocratie en parenthèse.

Donc, pour lui c'est l'occasion de montrer à l'opinion nationale et internationale qu'il y a des Maliens qui veulent la tenue des élections.

PAR SIKOU BAH  
Source : Info-Matin

## 2021 : L'état de la nation

**L'exacerbation du terrorisme, ainsi que la forte dégradation du tissu social due à la profonde crise politique et économique ont marqué l'année qui s'achève. En effet, notre pays est secoué par une crise des fondements qui met en cause tous les secteurs de la vie et nous met au défi de rendre compte de leur raison d'être.**

**N**os institutions politiques, qui depuis fort longtemps, peinent à répondre aux besoins et aspirations de notre peuple, sont déjà bien à l'agonie dans notre pays ; et l'état de notre nation est plus inquiétant aujourd'hui que jamais auparavant.

L'année a été ponctuée de conflits sanglants à travers le pays. Cette détérioration des relations communautaires entérine bien évidemment l'affaiblissement de notre pays dont la souveraineté est mise à mal au fil du temps à cause des politiques mal choisies, mal adaptées aux besoins et surtout mal ficelées. Nos institutions nationales n'arrivent toujours pas à inverser la tendance généralisée de l'aggravation de ces conflits et de la détérioration de notre tissu social qui semble irréversible.

Il va sans dire qu'il est dommage de constater qu'en cette veille de la célébration de la nouvelle année, notre peuple qui a beaucoup souffert continue d'être traumatisé par des attentats perpétrés par des terroristes devant des forces de défenses et de sécurité qui sont toujours en reconstruction. Il est encore plus indignant de constater que nos condamnations de ces crimes deviennent la règle et la norme. Nous louons le courage et le sacrifice des Maliens qui endurent, avec beaucoup de dignité et de philosophie, les épreuves de ces moments difficiles qui, nous espérons, ne sont qu'une parenthèse de notre histoire commune et de notre destin commun. Aussi, nous exprimons notre compassion et notre solidarité profonde aux familles des victimes. Nous rendons hommage aux braves et héros tombés sur le champ de bataille qui méritent à jamais notre reconnaissance et notre respect relatif à l'ultime sacrifice qu'ils ont accompli pour notre nation. Nos pensées et nos prières accompagnent nos citoyens en uniforme et les troupes étrangères qui risquent chaque jour leur vie au nom de notre nation, et à leurs familles qui vivent dans l'anxiété.

Notre pays a enregistré un autre coup d'État cette année. Les coups d'État déclenchent

toute une série de réactions en chaîne, imprévisibles et incontrôlables. C'est pourquoi nous devons tous réaffirmer notre engagement à œuvrer sans relâche pour l'avènement d'une démocratie et d'un Etat qui garantissent une plus grande justice sociale pour l'ensemble des Maliens et sommer le retour à une vie constitutionnelle normale dans un délai raisonnable.

Un nouvel attelage gouvernemental est en place depuis ce dernier coup d'État.

Toutefois, la coalition «militaro-politiques» au volant du gouvernement de transition ne pourrait faire avancer les grands dossiers nationaux que si nous changeons d'abord nos façons de faire, changer notre logique. Il faudrait s'ancrer davantage dans la réalité et les besoins des communautés, et non des groupes d'intérêt. C'est ce qu'il faudra faire pour commencer à changer le Mali, qui en a vraiment besoin. Il faut sortir du cynisme. Il faut se donner l'espace de réfléchir, hors des nécessités

du pouvoir et des discours actuels, pour réinventer notre pays.

Le Mali a besoin d'un gouvernement de transition qui a la confiance du peuple. Un gouvernement qui est le seul maître d'œuvre, guidé par les seuls intérêts du Mali, et assurant la cohérence des politiques. Nos gouvernants continuent à vouloir prescrire un projet d'Assises Nationales de la Refondation sans de vraies concertations et conversations avec le peuple.

L'ensemble des fondements sur lesquels reposent ces Assises Nationales divisent plutôt notre nation au lieu de réunir le peuple autour d'un vrai projet d'unité politique et sociale. La cohérence de ces assises masque une extrême diversité de formules politiques, car le sentiment d'unité qui s'exerce dans des contextes sociaux différents, n'a pas la même intensité auprès de toutes les communautés ou sociétés civiles du pays.

Ces temps-ci, les termes «souveraineté» et «légitimité» sont galvaudés tant les urnes occupent une place congrue dans les consciences.

Tous les peuples du monde aspirent à la démocratie et à leur souveraineté. Cependant, quel que soit le degré de notre frustration à l'endroit de la CEDEAO, nous devons reconnaître la nécessité des organisations régionales et les fondements d'un monde multipolaire qui





permettent une coopération économique et politique.

Les efforts déployés par la CEDEAO en vue d'une résolution rapide et durable de la crise politique et du conflit armé au Mali doivent être encouragés et supportés. C'est aux Maliens de travailler avec les officiels de la CEDEAO pour redéfinir le cadre de l'intervention de l'organisation sous régionale et éviter les erreurs du passé. Nous sommes convaincus que les citoyens des pays membres de la CEDEAO veulent une organisation qui permet l'émergence d'un système économique et social au service des peuples de la communauté. Le destin du Mali se jouera dans une CEDEAO plus rassemblée. Les Maliens veulent une CEDEAO qui change, dans un monde nouveau, une CEDEAO qui œuvre pour des changements politiques et sécuritaires, économiques et sociaux qui répondent aux attentes des peuples de la Communauté. Une CEDEAO qui gagne en efficacité. Enfin, une CEDEAO qui défende de bonnes politiques de gouvernance et non une démocratie de façade.

La situation économique et financière du pays est calamiteuse et les perspectives sont défavorables. Nous ne nous référerons point aux indicateurs économiques publiés par les institutions administratives, mais l'état du pouvoir d'achat réel du Malien menant une vie misérable et constamment à la merci de la violence, de la marginalisation et de la pauvreté endémique.

Nous savons que 2022 sera un rendez-vous électoral de grande importance. Cependant, les défis auxquels sont confrontés nos gouvernants sont nombreux, notamment le rétablissement d'un environnement sécurisé sur l'ensemble du territoire, la restauration de l'État de droit, la consolidation des services de l'État, la réconciliation et le renforcement de la cohésion sociale.

L'objectif des élections est d'illuminer le peuple afin qu'il choisisse les meilleurs leaders pour faire avancer le pays. Et notre pays a urgemment besoin de leaders ambitieux pour consolider la nation. Le leadership, c'est surtout une vision claire sur l'avenir accompagnée des politiques pragmatiques, mais aussi le professionnalisme, la compétence et le caractère approprié. Nous espérons que notre peuple apprendra à apprécier cela chez nos hommes politiques avant de leur confier le destin de notre pays. Notre souhait est de voir



notre pays se stabiliser en se dotant de leaders élus par le peuple qui feront sa fierté.

Travaillons bien ensemble et plus intelligemment pour pacifier notre pays et organiser sur l'ensemble du territoire des élections ouvertes, libres, transparentes, sécurisées et apaisées. Les défis auxquels nous devons faire face dans les années à venir exigent un consensus aussi large que possible et nous sommes confiants dans la capacité des Maliens à trouver ce consensus à travers de vraies concertations et conversations.

L'état de la nation n'est plus seulement une préoccupation légitime, mais il constitue aussi une question cruciale qui doit être examinée en détail par l'ensemble de notre peuple. Il est temps de dresser le bilan et de soutenir toutes les initiatives utiles propres à assurer un futur prospère. Nous devons nous pencher sur le rôle que l'ensemble des citoyens est appelé à jouer au cours des prochaines années. Cela exige que l'on prenne du recul et que l'on examine l'état de la Nation et sa place dans le

monde, à long terme et dans une perspective plus vaste.

Puisse ces événements passés et les crises dont nous vivons être l'occasion pour l'ensemble des citoyens de renouveler notre engagement à l'égard de notre nation et de ce que doit être notre mission. Et puisse la classe politique et les institutions de notre pays témoigner de leur bonne foi en donnant immédiatement suite aux engagements pris face à notre Nation.

Que Dieu nous assiste et bénisse nos efforts pour la sauvegarde de notre nation qui souffre énormément. Aussi, nous vous souhaitons une heureuse et sereine fin d'année et nos vœux de bonheur les plus chaleureux pour le nouveau cycle qui commence.

Cheick Boucadry Traoré  
Convergence Africaine pour le Renouveau (CARE) – Afriki Lakuraya

Source : Info-Matin

# Institut National des Arts : Le ministre Andogoly GUIDON visite l'établissement pour s'enquérir des difficultés des élèves

Le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme et plusieurs Conseillers Nationaux membres du CNT et le représentant du Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population, ont effectué une visite de terrain, le lundi 6 décembre 2021, à l'Institut National des Arts (INA) sis au quartier de Bagdadji, en Commune II du District de Bamako, pour s'enquérir des conditions d'études des élèves, suite à leurs multiples réclamations de meilleures conditions d'études et en vue de faire l'état des lieux des locaux.

Outre le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, des Conseillers nationaux et le représentant du Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population, on pouvait remarquer la présence des membres des Commissions des Finances, de l'Économie, du Plan et de la Promotion du secteur privé, des Industries et des Mines, de l'Éducation, de la Culture, des Technologies de l'Information et de la Communication, de l'Artisanat et du Tourisme et celle des Travaux publics, de l'Habitat, des Domaines et des Transports du CNT. Avec pour objectif de constater de vu d'œil les conditions dans lesquelles travaillent les élèves, le corps professoral et la Direction de

l'établissement et juger de la pertinence de la délocalisation de l'établissement vers la Zone aéroportuaire, à l'issue de cette visite, bien que les visiteurs soient unanimes sur la nécessité d'une délocalisation, les avis divergent quant au sort réservé au titre foncier de l'Institut National des Arts (INA), vieux de près de 90 ans.

Également cette visite a permis au ministre en charge de la Culture et aux membres de la Commission Education, Culture, Artisanat et Tourisme, Communication et Nouvelles Technologies du CNT de relever globalement que "les conditions ne sont pas optimales pour mener des activités pédagogiques et artistiques sur le site actuel de l'Institut National des Arts". Un constat qui avait d'ailleurs fait

l'objet d'un sit-in des élèves de cet établissement qui dénonçaient l'environnement hostile, les conditions d'apprentissage et le manque de matériels.

Situé en plein cœur du centre-ville de Bamako, l'Institut National des Arts est envahi depuis près de trente ans par des commerces anarchiquement installés. Les activités pédagogiques et de création, qui nécessitent de la quiétude et de l'inspiration, se trouvent ainsi perturbées par des nuisances et pollutions sonores émanant des milliers de forains et de la noria de SOTRAMA qui défilent toutes les secondes, mais aussi par des forains qui utilisent anarchiquement les toilettes de l'école, la cour comme déversoir d'ordures et comme parking mais aussi parfois comme dortoir pour certains sans domicile fixe. C'est ainsi qu'ils ont été unanimes quant à l'impossibilité, à long terme, d'utiliser les locaux de l'établissement pour des activités pédagogiques et socioculturelles et sur l'urgence de déguerpir les occupants illicites.

Si la délocalisation n'est pas en soi un problème, les membres du CNT pensent que la convention de cession annoncée du titre foncier de l'Institut National des Arts (INA), qui entraînera de facto le changement de sa vocation par son futur acquéreur, doit être renégociée pour préserver le bâtiment.

Notons que cette délocalisation pourrait causer malgré tout des désagréments aux apprenants particulièrement ceux qui viennent des zones reculées et n'ont d'autres moyens de survie que les bourses d'études qui font également objet de polémique au sein de l'établissement.

AFANOU KADIA DOUMBIA/Malijet.com





## Koffi Olomidé, star congolaise : Condamné à 18 mois avec sursis et une grosse amende

Koffi Olomidé est relaxé en appel pour agression sexuelle sur quatre de ses anciennes danseuses. Absente du tribunal de Versailles pour le délibéré, la star congolaise de la rumba est en revanche condamnée pour séquestration et écope de 18 mois avec sursis et d'une forte amende.



**7** 2 000 euros répartis entre les quatre victimes. C'est la somme que Koffi Olomidé devra verser à ses quatre ex-danseuses qui l'accusaient d'agressions sexuelles et de séquestration dans sa villa de la banlieue parisienne, au milieu des années 2000.

Considérant qu'elles étaient privées de liberté et surveillées, les juges de la Cour d'Appel ont retenu la séquestration mais pas les agressions sexuelles, ni l'aide à l'entrée et au séjour illégal en France.

Loin des huit ans de prison ferme requis par le parquet contre « cet homme puissant », comme l'avait qualifié le procureur, Koffi Olomidé est donc condamné à 18 mois de prison avec sursis, probatoire pendant trois ans, avec interdiction de contacter les victimes.

Déception des victimes

En première instance, la star de la rumba congolaise, 65 ans, avait été condamnée à deux ans avec sursis pour atteinte sexuelle sur une des quatre jeunes femmes, mineure au

moment des faits, mais avait été relaxée de tout le reste.

À la sortie du tribunal, l'avocat des victimes exprimait la déception de ses clientes mais reconnaissait que l'amende était très conséquente. Pas plus de son côté que chez les avocats de Koffi Olomidé, on ne sait si les parties se pourvoient en cassation.

Source : RFI

# Sécurité, politique, justice : Tshisekedi fait le bilan dans son discours sur l'état de la nation

Ce lundi 13 décembre, le président congolais Félix Tshisekedi est notamment revenu sur la sécurité, le climat des affaires et les crises institutionnelles dans les provinces.

**F**élix Tshisekedi s'est présenté ce lundi devant les parlementaires congolais, réunis en congrès, pour le traditionnel discours sur l'état de la nation. C'est son 3e discours de ce genre et le 2e depuis la rupture avec le Front commun pour le Congo (FCC), la coalition dans laquelle il était allié à l'ancien président Joseph Kabila. Ce discours a donc été prononcé devant un parlement et un gouvernement que sa famille politique domine largement.

La présence militaire ougandaise en RDC limitée dans le temps

Bilan, réponse, éclaircissement, a promis Félix Tshisekedi d'emblée au début de son discours. Sur le plan sécuritaire, il ne s'est pas attardé sur l'état de siège en vigueur depuis mai dernier dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, une mesure que beaucoup considèrent comme un échec.

Il s'est plutôt concentré sur les opérations

conjointes menées depuis le 30 novembre par les armées ougandaise et congolaise sur le territoire congolais contre les ADF. Selon lui, le Parlement a été dûment informé de l'entrée de ces troupes étrangères sur le sol congolais. Une réponse à la principale critique formulée par certains députés et membres de la société civile qui estiment que les contours de cette action sont opaques.

Sur le sujet, il a d'ailleurs promis de veiller personnellement à ce que la présence de ces troupes sur le sol congolais soit limitée dans le temps. Félix Tshisekedi a également dénoncé ce qu'il appelle une « campagne de dénigrement » qui serait lancée contre les forces armées de la RDC et a appelé à l'unité derrière l'armée.

## Mise au point sur les élections et la Céni

Concernant la justice, il a promis de poursuivre les réformes et a promis également « des hommes qu'il faut à la place qu'il faut ».

En politique, il a également estimé que la tenue des élections générales se ferait dans les délais constitutionnels. Il a aussi apporté son soutien à l'actuel directeur de la Commission électorale nationale indépendante, et appelé les opposants, dont les pro-Joseph Kabila et les pro-Martin Fayulu, à désigner leur délégué au bureau et à la plénière de la centrale électorale.

Ces derniers avaient vivement critiqué le mode de désignations de Denis Kadima, l'actuel président de la commission électorale, et appellent toujours à un consensus autour des réformes électorales.

Source : RFI







## Moses Simon : Le Super Eagle nigérian devenu chouchou des Canaris nantais

**Plus qu'un mois pour l'équipe du Nigeria avant la Coupe d'Afrique des nations (CAN), prévue du 9 janvier au 6 février 2022. Au Cameroun, les Super Eagles compteront beaucoup sur l'ailier du FC Nantes Moses Simon, actuel troisième meilleur passeur du championnat de France. Les Nantais l'aiment beaucoup, comme l'a constaté notre envoyé spécial au Stade de la Beaujoire, lors du match Nantes-Lens du 10 décembre 2021.**

**A** une heure du coup d'envoi, les supporters nantais les plus assidus se dirigent déjà vers les gradins après être passés par les nombreux stands de nourriture et boissons. C'est le cas d'Estelle et de Benjamin, abonnés et spontanés, quand on leur demande leurs deux joueurs préférés. « Ludovic Blas et Moses Simon », lance Estelle. « Moi aussi, je pourrais dire Blas et Simon, abonde Benjamin. Simon est dynamique, il est créatif, il met de la vitesse. Il arrive à apporter cette plus-value-là, à mettre un peu de profondeur, de jeu vers l'avant. C'est bien, c'est un bon élé-

ment. »

Moses Simon est également très apprécié aussi par Alexis, venu au stade avec son fils. « Moi, je suis agréablement surpris par son endurance, glisse-t-il. Il est capable de répéter des courses, des sprints à haute intensité jusqu'à la fin du match ».

« Un talent énorme qui dispose d'un potentiel extraordinaire »

Les Nantais sont séduits par ce petit gabarit d'1 mètre 68, né à Jos dans le centre du Nigeria et arrivé chez l'octuple champion de France en août 2019. L'une des légendes du

club, Japhet N'Doram, ne pas fait pas exception. L'ancien buteur tchadien des Canaris, demi-finaliste de la Ligue des champions 1996, se déplace en grande partie pour le voir lui. « Je l'ai découvert depuis qu'il est au FC Nantes, explique N'Doram. Il a un talent énorme et dispose d'un potentiel extraordinaire. Quand je viens à la Beaujoire, c'est pour voir ce genre de joueurs parce qu'ils ont quelque chose en plus. Quand je le vois jouer, il me rappelle beaucoup de joueurs d'origine africaine ou qui ont grandi en Afrique. Il joue à l'instinct, il improvise, il s'adapte par rapport à l'adversaire, il est explosif ».

Mais ce vendredi soir, Japhet N'Doram ne le verra pas débiter la rencontre. Pour la première fois de la saison, le Nigérian de 26 ans n'est pas titulaire. Moses Simon marque le pas après avoir délivré 5 passes décisives et marqué 1 but lors des 8 premiers matches. « Ce qui fait nos qualités fait aussi nos défauts dans le dernier geste, explique Japhet N'Doram. Parce que pour nous, marquer des buts, en Afrique, ce n'est pas forcément quelque chose d'important. C'est plutôt le beau jeu qui compte. Il faut que Simon se rende compte qu'il est dans un monde professionnel, qu'il a la capacité de faire une passe décisive qui peut changer le cours d'un match ou bien marquer

un but qui peut également changer le cours d'un match. Il peut devenir ainsi le joueur que je rêve de le voir devenir sur le plan international. »

Son nom résonne avec ferveur à la 70e minute, quand il entre en jeu face à Lens. Nantes vient alors d'égaliser après avoir été mené 2-0. Bouillant, le Stade de la Beaujoire l'attendait. Et il va s'embraser après une action étincellante de son petit feu follet nigérian à la 90e minute : débordement côté gauche, crochet pour repiquer dans l'axe, puis frappe dans la lucarne. Le Super Eagle s'envole pour célébrer son but. Un salto salvateur, après des semaines de doutes.

« Il a eu une réaction de grand champion »

Il en a connu d'autres avant, dans sa carrière, lui qui devait être militaire comme son père, mais qui a finalement intégré l'Académie GBS de Kaduna. S'ensuivent un essai infructueux à l'Ajax Amsterdam à 18 ans, puis la découverte de la 1ère division slovaque où il brille. Il scintille par intermittence ensuite à La Gantoise en Belgique et à Levante en Espagne. À Nantes, la flamme Simon s'est parfois éteinte avant de très vite se rallumer. Antoine Koumbouaré, son coach, confirme : « N'ayons pas peur des mots : Simon n'était pas bien dernièrement. Il est à l'image de l'équipe. Je voulais voir quelle réaction il allait avoir et il a eu une réaction de grand champion. Il aurait pu faire la tête, traîner les pieds... Il a dû peut-être être vexé. Mais l'important, c'est qu'il nous a apporté ce qu'on attendait de lui. »

Et ses coéquipiers comme Ludovic Blas le savent aussi : quand le Super Eagle est en forme, ça profite aussi aux Canaris. « On sait très bien qu'il est capable de débloquent des situations comme il a pu le faire ce soir, confirme le milieu de terrain. Le voir comme ça, rigoler, heureux après le match, nous rend tous contents pour lui. Je pense que ça va lui faire du bien et on a tous besoin de lui pour la fin de saison. »

Et pourtant, il faudra apprendre à faire sans. Moses Simon, titulaire habituel à Nantes, l'est aussi en équipe nationale. Attaquant, ailier ou latéral. À droite ou à gauche, le staff des Super Eagles ne compte pas s'en priver pour faire briller le Nigeria à la Coupe d'Afrique des nations en janvier.

Source : RFI







## Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous donnerez du souffle et de l'élan à des démarches audacieuses qui s'avèreront payantes. Jupiter n'aura pas froid aux yeux et vous donnera le courage d'affirmer vos ambitions professionnelles. Ne rougissez pas de vouloir décrocher un meilleur poste.

La chance vous sourira notamment en matière d'argent, mais cela n'aura rien à voir avec le hasard, car vous la provoquerez. Vous ne gaspillerez certainement pas vos euros dans des gains improbables dans des jeux. Vous aurez des idées plus réalistes.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous vous attèlez à vos occupations avec une attitude constructive et résolue. Vous souhaitez aller de l'avant et vous entraînez les autres dans votre sillon. Vos activités seront porteuses et vos collègues reconnaîtront vos qualités.

Vos soucis seront à mettre sur le compte de questions plus relationnelles que matérielles. Si vous ne gagnez pas d'argent, ce sera parce que l'on refusera de vous en donner. Vous considèrerez ce refus comme une injustice, dont vous demanderez réparation.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pouvez travailler avec une collaboratrice qui vous apporte du réconfort moral. Elle peut vous encourager à continuer vos tâches. C'est grâce à des rencontres dans votre service que vous allez de l'avant. Écoutez vos ambitions professionnelles.

Les finances sont au beau fixe tant que vous ne craquez pas sur des gadgets. Il est utile de revoir votre relation à l'argent. Elle peut être basée sur de mauvaises habitudes. La journée favorise la prise de bonnes résolutions pour stabiliser le budget.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les dissonances en provenance de la planète rouge pourront vous exposer à des trahisons ou à des formes de chantage plus ou moins déguisées. Neptune ne sera pas en reste. Ces contrariétés pourront vous faire subir une méchante douche écossaise.

Rien ne sera facile ! L'influence perturbatrice de Neptune accentuera le climat de méfiance que vous éprouverez vis-à-vis de votre banque. Certains frais bancaires vous sembleront anormalement élevés. Vos demandes de renseignements resteront sans réponse.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Côté motivation, vous serez au top, de quoi vous donner à fond et de mettre les bouchées doubles dans votre travail. En revanche, si vous devez obéir à des ordres, ce sera plus compliqué. Le ton montera et vous risquerez des conflits avec un supérieur.

Vous aurez de bonnes raisons d'être optimiste, car l'argent ne devrait plus être un trop gros problème en ce moment. Si vous attendez une somme, le versement d'indemnités ou des facilités de paiement, tout devrait se décanter dans le bon sens du terme.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous saurez vous imposer auprès de vos collègues ou supérieurs avec une plus grande autorité, mais sans aucune agressivité. Ces échanges vous permettront de dissiper certains doutes et de vous remettre au travail de façon nettement plus efficace.

Financièrement, cela ne sera pas une période de vaches maigres, mais vous ouvrirez votre porte-feuille à bon escient. Vous justifierez vos dépenses par l'entretien de la maison, les divertissements des enfants et une petite part à la fantaisie.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous appréciez les collègues avec qui vous travaillez. Ils vous le rendent bien et l'ambiance dans le service est chaleureuse. Parler dans une réunion et donner des idées pourraient être une expérience nouvelle. Attendez-vous à des opportunités agréables.

Les dépenses restent très importantes. Elles apportent des satisfactions sur le moment, mais attention aux regrets. Les frais sont déclenchés par des sorties ou la visite de proches. Les amis occasionnent aussi ces frais. Restez modéré avec les achats.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Si vous êtes directeur de société ou chef d'entreprise, outre l'aspect valorisant de votre statut professionnel, vous aurez une raison supplémentaire de vous accrocher à votre poste : le transmettre à votre enfant ! Vous pensez vraiment à tout...

Contrairement à certains volatiles, vous ne vous laisserez pas plumer aujourd'hui, bien entendu sur un plan strictement financier ! Quelles en sont les raisons ? Elles sont simples : une part de chance, une part de jugeote et un dernier tiers de sagesse...



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Mars vous mettra sous pression. Vos rapports seront tendus avec votre direction et les raisons de vous énerver seront nombreuses. Évitez les réactions à chaud et faites appel à vos alliés du moment, le Soleil et Mercure pour trouver des solutions.

Avec Jupiter dissonant à Neptune, soyez prudent. Car si la chance se manifeste, elle pourrait aussi très vite tourner et pas dans le bon sens, vous mettant ainsi face à des réalités difficiles. Les non-paiements vous vaudront des frais supplémentaires.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Le transit de Mercure dans votre maison X aura pour effet de relancer, de dynamiser votre carrière. Vous serez totalement impliqué dans votre activité. Vous évoluerez dans une période décisive qui vous confrontera à une nouvelle méthode de travail.

Jupiter dans votre secteur d'ombre vous apportera des contrariétés du côté argent. Vous devrez renoncer à un avantage financier, matériel. Vous pourriez vous retrouver dans de réelles difficultés avant de conclure un arrangement qui vous conviendra.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Un nouveau contrat pourrait arriver par un concours de circonstances. Il est important de vous faire confiance, car le poste proposé peut demander des responsabilités. Osez saisir l'opportunité. Un appui d'un supérieur hiérarchique peut vous aider.

Continuez à contrôler le budget. Il s'envole dans différentes dépenses. Les économies sont difficiles. Essayez de dépenser modérément. Pour garder l'équilibre financier, de bonnes astuces sont trouvées. Grâce à votre créativité, vous pouvez bricoler.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Dans votre métier, vous serez très professionnel. Ce ne sera pas le cas de tout le monde... Au final, malgré votre attitude exemplaire, vous ne gagnerez pas plus d'argent que vos collègues. Vos supérieurs ne s'en rendront même pas compte. Décevant !

Vos dépenses superflues ? Aujourd'hui, les dissonances de Saturne vous feront croire qu'elles sont indispensables. Ce sera un leurre... Ami Poissons, vous pourrez même ironiser à propos de toutes ces fourmis soucieuses d'économiser leur argent.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23